



En marge de leur campagne de prévention, Tiziana Bellucci (Action Innocence) et Hakim Gonthier (DIS NO) réclament de nouveaux soutiens financiers pour renforcer la ligne d'écoute confidentielle. Florian Cella

Saturée, la ligne d'aide de DIS NO a manqué plus de 200 appels

Lutte contre la pédocriminalité L'association tire la sonnette d'alarme: faute de moyens, elle ne peut pas répondre à tous les consommateurs de pédopornographie qui cherchent à sortir du silence.

Thibault Nieuwe Weme

Elles sont de retour. Depuis trois semaines, les affiches-chocs de DIS NO ont réinvesti la rue, les écrans et les réseaux sociaux. En grandes lettres blanches, elles ciblent la peur de tout perdre – travail, famille, amis – pour les consommateurs de pédopornographie.

Un an après une première campagne de prévention retentissante, menée avec Action Innocence, l'association tend à nouveau la main aux personnes visionnant de telles images. Objectif: les inciter à se faire aider avant tout passage à l'acte.

L'automne dernier, les effets avaient été immédiats: sur la seule période de la campagne, les sollicitations ont bondi de 61% par rapport à la moyenne habituelle et la fréquentation du site a augmenté de 73%.

Des appels provenant «du groupe cible» mais aussi de proches ou des professionnels des domaines de la santé, du social ou de la justice. Sur l'ensemble de 2025, 98 personnes directement concernées ont pris contact avec DIS NO, contre 80 l'année précédente.

Manque criant de ressources

«Cette année, la campagne est encore plus percutante: elle s'est ancrée dans les esprits», souligne Tiziana Bellucci, directrice d'Action Innocence. De nombreuses personnes qui ont croisé nos affiches l'an passé – sans vraiment y prêter attention – la reconnaissent désormais au premier coup d'œil.»

Cette hausse des sollicitations met toutefois en lumière les limites financières et humaines de la structure. Avec cinq employés, DIS NO ne peut assurer que seize

heures de permanence téléphonique réparties sur trois jours par semaine. «Très insuffisant» pour traiter la demande, alerte son directeur, Hakim Gonthier.

Triste conséquence: le téléphone sonne parfois dans le vide. «En 2025, nous avons dénombré 221 appels manqués. Le protocole exclut de rappeler ces numéros afin de garantir la confidentialité et un cadre sécurisé», précise Hakim Gonthier.

Pour élargir les horaires de la ligne d'écoute, il faudrait débloquent de nouvelles ressources. Or, l'association ne bénéficie du soutien que d'un seul canton (Vaud), «alors que les appels proviennent de toute la Suisse romande».

Pénurie de psychothérapeutes

L'année 2025 a également vu l'introduction d'un tchat, pensé pour faciliter la prise de contact écrite et instantanée. «Ce canal nous permet de toucher un public plus jeune, pour qui le téléphone ou l'e-mail constituent un frein», précise Hakim Gonthier.

Statut social, niveau d'études ou situation familiale: il est impossible d'établir un profil type. Si l'essentiel du public cible «se concentre dans la tranche des 18-40 ans», il arrive que le service soit contacté par des mineurs ou des pères de famille plus âgés.

Par ailleurs, la collaboration avec la police se renforce. «L'année dernière, nous avons pris en charge onze personnes à la suite d'une interpellation dans le canton de Vaud, explique le directeur. Ces personnes sont dans un état de détresse, au point que certaines se disent soulagées d'avoir été arrêtées. C'est un moment clé pour amorcer un changement: elles sont à un point de rupture, souvent confron-

tées au dégoût de leurs propres actes, et prêtes à engager un travail de responsabilisation.»

Une fois le contact établi, le plus dur reste à faire. Car les personnes souhaitant entamer un suivi thérapeutique se heurtent à la pénurie de psychologues spécialisés. Il faut souvent compter «plusieurs semaines, voire plusieurs mois» avant d'obtenir un rendez-vous. Une situation intolérable pour le directeur de DIS NO: «Quand une personne franchit le pas, il faut pouvoir la prendre en charge le plus rapidement possible. Si l'attente s'éternise, elle risque de renoncer aux soins.»

L'IA, nouvel enfer pédopornographique

Pour répondre au grand public parfois surpris de voir une campagne cibler les auteurs plutôt que les victimes, Tiziana Bellucci rappelle la complémentarité des approches: «La prévention auprès des enfants est indispensable, mais vingt-six ans de carrière m'ont permis de comprendre qu'elle ne suffisait pas. Une campagne qui dirait «Attention, il y a des enfants abusés sexuellement derrière ces images» ne sert à rien: les personnes concernées en ont déjà parfaitement conscience. Tout l'enjeu de notre message est de leur faire savoir qu'une aide existe, afin de leur éviter de passer à l'acte.»

Face à la prolifération des images pédopornographiques générées par IA, l'alerte est maximale: «Certains consommateurs minimisent leur comportement au motif qu'il n'y a pas de victime réelle», alerte la directrice d'Action Innocence. C'est un «no-go» absolu: «Accepter ces images, c'est légitimer des pratiques qui s'inscrivent dans un continuum pouvant

mener à des infractions bien réelles.»

Si la hausse des signalements pose la question d'une augmentation de l'activité pédocriminelle, les spécialistes restent prudents: ce phénomène s'explique aussi par une libération de la parole et une plus grande sensibilité sociale, rendant difficile toute comparaison avec l'époque où le sujet était tabou.

Bientôt un colloque à l'UNIL

Sur le plan législatif, les évolutions restent lentes, mais des projets avancent, notamment concernant la pénalisation du grooming (manipulation en ligne visant à piéger un mineur), que la Suisse ne considère pas encore comme une infraction spécifique.

«Ce qui échappe aujourd'hui au droit pénal suisse, ce sont les phases préparatoires, comme la prise de contact, la mise en confiance, les conversations à connotations sexuelles et la proposition de rencontre.» Alors qu'en Belgique ou au Royaume-Uni, «un simple contact à intention sexuelle avec un mineur est poursuivi d'office», signale Tiziana Bellucci.

En revanche, «les techniques d'interrogation des victimes par la police ont progressé», se réjouissent les deux responsables.

Le 29 octobre, DIS NO et Action Innocence participeront à un colloque consacré à la délinquance et à la victimisation sexuelle des enfants à l'Université de Lausanne (UNIL), en partenariat avec l'École des sciences criminelles. La journée (120 fr. pour les participants, 80 fr. pour les étudiants) réunira chercheurs, juristes, policiers, psychologues et criminologues pour échanger autour de la recherche et des pratiques de terrain.